

## INTERVIEW

### PHILIPPE MEIRIEU

# « L'état de grâce paralyse l'action des syndicats »

L'ancien directeur de l'IUFM de Lyon, chercheur et auteur de nombreux ouvrages sur l'enseignement, publie cette rentrée un nouvel opus sur la pédagogie (1).

#### Comment jugez-vous le climat de cette rentrée ?

Il y a une sympathie massive y compris à gauche pour Nicolas Sarkozy et cette dynamique rejaillit sur la rentrée scolaire, qui s'annonce calme. L'état de grâce paralyse l'action des syndicats d'enseignants notamment sur les questions budgétaires. Il faut dire que le gouvernement ne lésine pas sur les signaux aux enseignants pour leur dire que, malgré les suppressions de postes, il est très attentif à leur condition : la venue de Michel Rocard dans la commission sur le métier d'enseignant a été perçue comme rassurante. Le suspense devrait durer tout le mois de septembre : qu'est-ce qui, des tentatives de mobilisation syndicales ou de l'opération séduction du gouvernement, va emporter l'adhésion des enseignants ?

#### Est-il urgent de réformer le métier d'enseignant ?

Oui, c'est même indispensable si l'on veut continuer à rendre le métier attractif ! Nous risquons de manquer d'enseignants dans le secondaire où la profession devient un deuxième choix notamment pour les étudiants en sciences. Maintenant, tout dépendra de l'ampleur de la réforme. Les hésitations sémantiques sur la dénomination de la commission montrent que le gouvernement n'a pas tranché sur la stratégie à adopter. Il peut se cantonner à « revaloriser » le métier, en n'abordant que les carrières. C'est indispensable – notamment pour les salaires – et cela fera plaisir aux enseignants, mais



Philippe Meirieu.

ce serait répéter l'erreur de Lionel Jospin en 1989. Mieux vaudrait se montrer plus ambitieux en osant débattre de la refondation du métier et de la réussite des élèves, quitte à susciter des conflits. Il faudrait ouvrir le débat, impliquer les parents d'élèves et les syndicats non

enseignants.

#### Faut-il revoir les missions des enseignants ?

Certainement. Aujourd'hui, le suivi individuel qui est un élément clef de la réussite scolaire est mal reconnu. Certaines équipes dynamiques le pratiquent. D'autres non, d'où le succès du privé. On ne travaille pas assez en équipe et il manque un échelon entre la classe et l'établissement. Les enseignants sont isolés, leurs tâches taylorisées, ce qui crée un sentiment d'impuissance. Il faudrait pouvoir confier 100 élèves à 15 enseignants responsables d'organiser la scolarité selon les besoins. Tout ne doit plus se décréter depuis la Rue de Grenelle : pour être à niveau, certains élèves ont besoin de quatre heures de mathématiques, d'autres de deux.

#### Quid du temps de travail ?

Le décompte devrait être moins rigide, mieux prendre en compte ces nouvelles missions que sont le suivi, la concertation ou les relations avec les parents. Il faudrait aussi alléger de trois heures hebdomadaires la charge de cours des jeunes enseignants, ou de ceux confrontés aux élèves difficiles. Ce serait plus efficace que les primes pour rendre le métier plus attractif.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
LAURENCE ALBERT

(1) « Pédagogie, le devoir de résister », [ESF] éditeurs.